

Démographie

Purification ethnique

Lucienne Bittar, Genève
rédactrice en chef

POLITIQUE

Une des grandes préoccupations de tout gouvernement est le contrôle démographique de sa population (taille, croissance, composition, répartition spatiale) via toutes sortes de mesures politiques agissant sur la fécondité, la mortalité et les migrations. L'éventail des leviers est très large : politique fiscale, planning familial, amélioration de la santé et de l'éducation, promotion de la femme, permis de travail, citoyenneté, etc. Ces mesures sont révélatrices des valeurs portées par une société.

Il arrive cependant que l'inconcevable se cache sous l'appellation de *politique de population*, prenant le visage des génocides et de l'eugénisme. Comment ne pas évoquer le Troisième Reich et sa politique visant à améliorer la « race » aryenne ? Un ensemble de lois et de décrets avait été promulgué à partir de 1934 pour éliminer les groupes humains dits inférieurs, les malades mentaux et les handicapés, les Roms, les juifs... L'Allemagne avait notamment durci sa législation contre l'avortement pour les femmes « supérieures », tout en établissant l'avortement et la stérili-

sation forcés pour les femmes « inférieures ». Une politique de planning familial raciale qui a aussi été appliquée, dans une certaine mesure, en France (voir nos pages 35-39).

Une constante demeure dans la plupart des crimes d'épuration ethnique : la volonté de s'en prendre en premier lieu aux femmes, porteuses de l'avenir d'une population. Dans certains conflits armés - au Rwanda, en ex-Yougoslavie, en République démocratique du Congo, etc. - les violences sexuelles ont été ou sont systématiquement utilisées.

Le dur reportage qui suit dénonce les sévices commis par l'armée birmane contre les Rohingya du Rakhine. Selon les Nations Unies, les musulmans rohingya sont « la minorité ethnique la plus persécutée au monde ». Ils sont privés de tous les droits, y compris la citoyenneté, par le gouvernement birman qui ne reconnaît pas leur existence en tant qu'ethnie. La situation des Rohingya a gravement empiré en août 2017, après l'attaque d'une trentaine de postes de police par des autonomistes de ARSA Rohingya. L'armée birmane a répondu en brûlant 288 villages, en violant les femmes et en assassinant plus de 6700 civils, dont 730 enfants de moins de 5 ans, dans le mois suivant.

L'utilisation par les assaillants du viol comme arme de guerre répond partout aux mêmes objectifs : détruire les communautés en les terrorisant et en brisant les liens sociaux (au-delà de leurs traumatismes, les femmes violées sont susceptibles d'être abandonnées et stigmatisées par leurs proches) ; changer la composition ethnique d'une région, les femmes mettant au monde les enfants des violeurs ; pousser à l'exode les civils pour s'emparer de leurs territoires. À cet égard, c'est une réussite pour l'armée birmane. Plus de 655 000 Rohingya (deux tiers de la population) ont fui au Bangladesh... ■